

Rendre aux ouvriers leur dignité

Etre de gauche aujourd'hui
Une dynamique de mépris
et d'humiliation
place les classes populaires
en marge du débat politique.
La gauche doit répondre
à leur quête de fierté
et de reconnaissance

Par MARION FONTAINE

L'une des exigences les plus anciennes du mouvement ouvrier, à partir de sa formation au XIX^e siècle, tient dans une question d'honneur, de dignité ou encore de fierté. Face à des essayistes qui ont longtemps vu le prolétariat des faubourgs comme un ensemble de barbares ou de sauvages, il s'est agi pour les ouvriers organisés d'affirmer leur rôle, la singularité de leur apport en tant que producteurs et leur valeur morale. Une grande partie du travail des représentants ouvriers, qu'ils soient syndicaux, intellectuels ou politiques, a été d'œuvrer à cette « dignification » du groupe.

C'est ce qu'affirme par exemple Jaurès en 1894, en insistant sur la dimension hautement morale du combat des ouvriers, qui ne luttent pas seulement pour eux-mêmes, mais pour l'avenir et la libération de l'ensemble de l'humanité. C'est tout le sens, si l'on veut prendre un autre exemple, des principales mesures du Front populaire, qui valent avant tout comme une reconnaissance de la place des ouvriers dans la cité et se veulent en même temps des moyens d'affermir la dignité ouvrière, au travail et hors travail. « *Nous voulons, dit ainsi Léo Lagrange, que l'ouvrier, le paysan, le chômeur trouvent dans le loisir la joie de vivre et le sens de leur dignité.* »

Cette expérience et cette ambition n'ont en réalité rien perdu de leur pertinence et de leur actualité. On sait à quel point les luttes pour la reconnaissance des identités (en matière de genre, d'identités culturelles, religieuses, sexuelles) et contre les différentes formes de stigmatisation qui peuvent y être associées traversent aujourd'hui l'espace public. Mais il faut aller plus loin que cette analogie souvent faite entre les luttes sociales d'antan et les luttes culturelles, sexuelles ou raciales d'aujourd'hui. Qui observe en effet avec un peu d'attention la société française – et ce n'est sans doute pas le seul cas – ne

peut qu'être frappé par le jeu pervers du mépris mutuel et des humiliations dans lequel elle semble entraînée. Au-delà de la division usée des élites et du peuple, on a parfois l'impression d'une société de castes, où chaque groupe méprise l'autre et se sent méprisé/incompris par lui, avec tous les blocages et les incompréhensions que cela entraîne.

Cette dynamique de l'humiliation et du mépris atteint directement des classes populaires qui, comme c'était le cas au XIX^e siècle, prennent de plein fouet les processus de stigmatisation sans qu'il y ait plus grand-chose pour y faire obstacle. Depuis les années 1980, elles sont au mieux un sujet comique (Les Deschiens de Canal+, la famille Grosseille dans *La vie est un long fleuve tranquille*). Au pire, elles sont de nouveau un sujet d'effroi, que l'on dénonce les « barbares » des cités, en proie aux sirènes de l'islamisme, ou les « barbares » des champs et des périphéries urbaines, nouveaux soutiers de l'extrême droite et du racisme. Le Front national, pour ce que l'on peut observer de lui à l'échelle locale, semble d'ailleurs avoir très bien compris comment tirer profit de ce genre de spirale. Il ne manque pas ainsi d'affirmer à ses sympathisants « *qu'ils le valent bien* », « *qu'ils valent autant* » que ces étrangers, ces Parisiens, ces intellectuels, ces politiques qui s'interrogent maintenant gravement sur eux, et auxquels désormais ils font peur.

Face à cela, les différentes gauches peinent à trouver les solutions adaptées et à retrouver le rôle d'instance de « dignification » qui avait longtemps été le leur. Les raisons de cette difficulté sont multiples. Elles tiennent sans

doute, pour commencer, à la persistance de la vieille idée que seul l'économique compte – la croissance, la production, etc. –, voire parfois, si on pousse un peu plus loin, au renouveau de ce préjugé qui consiste à penser que les classes populaires se désintéressent au fond de l'action démocratique, de leur place dans la cité et ne réclament que l'efficacité et l'autorité de l'Etat. Il semble surtout que les gauches ne parviennent toujours pas à sortir du dilemme, lui aussi ancien, du misérabilisme et du populisme. Soit elles font des classes populaires – et cela se retrouve aussi chez des auteurs qui se revendiquent de la gauche radicale – une masse aliénée, perdue pour la cause, à moins qu'elle ne soit de nouveau guidée (même si on ne sait pas trop comment...). Soit on la voit osciller entre l'idéalisation des classes populaires d'antan et l'exaltation d'un improbable nouveau sujet révolutionnaire pour remplacer le prolétariat perdu.

L'historien reste à vrai dire stupéfait que, au début du XXI^e siècle, beaucoup à gauche continuent à considérer le peuple, ou son substitut, comme un mythe, le diabolisant ou l'idéalisant, en faisant en tous les cas une série d'abstractions et d'essences, sans prendre garde à la pluralité des appartenances et des aspirations qui caractérisent aussi les classes populaires. On peut être descendant de migrant et se reconnaître dans la gauche républicaine ou radicale; on peut avoir des parents issus de la « vieille » classe ouvrière blanche et s'être converti à l'islam; on peut même

n'avoir qu'indifférence pour tout cela...

Les classes populaires ne sont pas un mythe ni une essence, elles sont, comme le reste de la société, traversées par une profonde quête de reconnais-

sance, de fierté, même si celle-ci s'exprime de manière incroyablement éparpillée et fragmentée. Comment construire une politique de gauche qui y réponde? Dans ce domaine des idées, des pensées circulent, même si elles ne sont pas toujours reprises: on pense ainsi à la thématique du « care » (soin, protection et bienveillance mutuelle), brièvement introduite il y a quelques années, avant de disparaître sans qu'on ait vraiment mesuré ce qu'elle pouvait recouvrir de fécond et de porteur.

Plusieurs directions importantes paraissent, dans cette perspective, devoir être soulignées. La première concerne la relation entre les politiques et les citoyens. Il s'agit moins de rêver là à une improbable fusion qu'à une relation qui écarte les mythes, comme les fantasmes de l'incarnation dans un seul individu, et qui travaille au contraire à une forme de grandeur démocratique: des représentants dignes, qui ne voient pas les citoyens, surtout ceux des classes populaires, seulement comme une clientèle, des assistés ou des protégés, mais comme les porteurs eux aussi de l'avenir, avec les obligations, pour les citoyens aussi, que comporte ce rôle.

METTRE FIN À LA SPIRALE DU MÉPRIS

Un autre enjeu majeur concernerait la capacité d'une politique de gauche à reconnaître les appartenances, les identités particulières, mais avant tout dans leur potentiel d'ouverture et d'universalité; le défi tiendrait, en d'autres termes, dans l'aptitude à sortir du débat éculé entre assimilation et communautarisme. Ainsi, il s'agirait de reconnaître l'apport des cultures ouvrières et migrantes (dont on rappellera en France à quel point elles

furent mêlées), non dans ce qu'elles ont pu comporter d'exclusion, de repli, voire de violence, mais dans leur dynamique d'ouverture et d'invention. De saluer l'aptitude à exprimer la solidarité et l'identité dans des collectifs (associations, coopératives, mutuelles), la pratique ancienne des jardins ouvriers dans ce qu'elle comporte d'intérêt en matière de développement durable, la manière d'articuler les appartenances (professionnelles, politiques, culturelles, locales)...

L'enjeu serait de reconnaître aux individus et aux territoires l'importance de ces expériences, pour les ouvrir vers autre chose et en faire les graines de l'avenir. Il faudrait enfin – et c'est fondamental – démontrer que la dignité, comme le respect mutuel et la solidarité ne relèvent pas seulement de la proclamation ou de la caresse symbolique, mais peuvent constituer une préoccupation qui irrigue les normes juridiques et les politiques publiques,

qu'elles soient fiscales, sociales ou encore éducatives. On s'est gaussé – ou on s'est indigné, suivant les tempéraments – de la mise en avant ces dernières années de la bienveillance au sein du système scolaire. On peut pourtant penser que mettre fin à la spirale du mépris et de l'humiliation commencerait sans doute là et qu'amplifier encore l'effort de démocratisation et de bienveillance à l'école ne ferait sans doute

pas de mal à ce pays, au contraire.

On a bien conscience de décrire là une très longue tâche, que n'épuise pas une seule échéance électorale et qui ne peut être circonscrite à la seule sphère politique au sens étroit du terme. Il y aurait pourtant du courage, et du sens, à commencer au moins à s'y atteler. ■



Marion Fontaine est membre

junior de l'Institut universitaire de France, maître de conférences à l'université d'Avignon et chercheuse au Centre Norbert-Elias. Directrice des Cahiers Jaurès, ses travaux portent sur l'histoire sociale et politique des mondes et des mouvements ouvriers. Elle a récemment publié « Fin d'un monde ouvrier. Liévin 1974 » (éditions de l'EHESS, 2014).

Elle a par ailleurs codirigé « Une contre-histoire de la III^e République » (La Découverte, 2013) et co-édité, parmi les « Œuvres » de Jean Jaurès, le volume 17, intitulé « Le Pluralisme culturel » (Fayard, 2014)